



**PRÉFET DE LA MARTINIQUE**

*Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique*

*Service Paysage, Eau, Biodiversité*

*Pôle Police de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL N° 2013-356-0053  
PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES  
AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
CONCERNANT**

**l'agglomération d'assainissement de Saint-Esprit**

**- S.I.C.S.M. -**

*Le Préfet de la Région Martinique  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**VU** l'arrêté N° 2012-198-0027 du 16/07/2012 donnant délégation de signature à M. Eric LEGRIGEOIS, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement;

**VU** l'arrêté n°11-02895 portant mise en demeure de mettre en conformité l'agglomération d'assainissement de Saint Esprit en date du 25/08/2011;

**VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 01/07/2013, présenté par le Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.), représenté par Monsieur le Président, enregistré sous le n° 972-2013-00023 et relatif à la Réhabilitation de la Station d'Épuration au Quartier de Petit-Fond sur la commune de Saint -Esprit;

**VU** la note complémentaire au dossier fournie le 16/09/2013, suite à la demande de complément du 19/07/2013;

**VU** le dossier d'avant-projet en date du 24 juillet 2013;

**VU** le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur ;
- localisation du projet ;

- présentation et principales caractéristiques du projet ;
- rubriques de la nomenclature concernées ;
- document d'incidences ;
- moyens de surveillance et d'intervention ;
- éléments graphiques ;

VU le récépissé de dépôt de dossier de déclaration délivré le 10 juillet 2013 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de rappeler dans un acte unique les caractéristiques du dossier de déclaration et les principales prescriptions applicables ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée du milieu aquatique dans la mesure où le niveau de rejet est compatible avec la préservation de la qualité du milieu ;

## ARRETE

# Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

## Article 1 - Objet de la déclaration

Il est donné acte au Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (S.I.C.S.M.) représenté par Monsieur le Président de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

**La mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées de la commune de Saint-Esprit**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Le rejet des eaux traitées sera réalisé dans la rivière des Coulisses (code masse d'eau FRJR110) au point de coordonnées WGS84 :

X : 721 671      Y : 1 610 236

Le projet prévoit également l'extension du réseau sur le quartier Providence et la création d'un poste de 30 m<sup>3</sup>/h, l'extension de réseau au quartier Nicolas et la création d'un poste de refoulement de 25 m<sup>3</sup>/h, ainsi que le remplacement des stations de Filaos et de Morne la Valeur par des postes de refoulement.

# Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

## Article 2 – Prescriptions Générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, joint au présent arrêté.

## Article 3 – Niveaux de rejet

Les travaux faisant l'objet du dossier de déclaration doivent porter la capacité nominale à terme de la station d'épuration de Petit Fond de 1250 EH à 4000 EH.

Cette augmentation de capacité sera réalisée par la création d'une station d'épuration capable de répondre aux besoins de traitement sur le long terme tout en apportant les garanties en termes de pérennité et d'exploitation

Après la restructuration du réseau de collecte de Saint-Esprit, la station traitera les eaux de l'ensemble de l'agglomération d'assainissement de Saint-Esprit.

Une campagne de réhabilitation des réseaux existants permettant une réduction d'au moins 50% des eaux claires parasites sera mise en œuvre dans un délai de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Le rejet doit répondre aux conditions normales d'exploitation suivantes :

2- La charge polluante ne pourra excéder :

Paramètres	Flux Maximum en entrée de station
Capacité (EH)	4000 E.H.
DBO5 (Kg/j)	240
DCO (Kg/j)	480
MES (Kg/j)	360
NGL (Kg/j)	60
Pt (Kg/j)	10

3- Le débit reçu ne pourra excéder les valeurs suivantes en valeur journalière :

Paramètres	Flux Hydraulique
Débit temps sec (m3/h)	16,2
Débit de pointe (m3/h)	160
Débit de référence = Débit maximal journalier (m3/j)	870

4-La filière de traitement retenue est la suivante :

### Filière Eau :

#### Prétraitement

Les prétraitements comprendront les équipements de comptage et prélèvement, tamisage.

#### Bassin écrêteur et poste de relevage

Création d'un bassin écrêteur en tête de station. Le bassin écrêteur sera équipé d'une surverse by-passant le traitement en cas de surcharge hydraulique. Cette surverse sera équipée d'un système de comptage de débit.

#### Traitement biologique

Une unité de traitement biologique composée d'un poste de refoulement, d'une filière de traitement de 4000 EH, avec bio-réacteur et clarification en ouvrage unique.

#### **Filière Boue**

Poste de recirculation et extraction des boues.  
Silo épaisseur et de stockage.  
Déshydratation (table d'égoutage ou filtre à bande).  
Stockage des boues en local ouvert dans des bennes.

#### **Point de rejet**

Les eaux de sur-verse du bassin écrêteur et les eaux traitées seront envoyées dans la rivière des Coulisses.

Les sous-produits seront envoyés en centre de compostage ou en centre enfouissement technique agréé.

5 – Les échantillons journaliers des eaux traitées doivent respecter les valeurs suivantes en concentration ou en rendement.

<b>Paramètres</b>	<b>Concentration maximale de l'effluent moyen sur 24 h à ne pas dépasser</b>	<b>Rendement minimum à atteindre</b>
Demande biologique en Oxygène (DBO5)	15 mg/l	90 %
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	90 mg/l	95 %
Matière en suspension (MES)	15 mg/l	90 %
Azote Globale (NGL)	15 mg/l	70 %

6 – Les échantillons journaliers des eaux traitées qui ne transiteraient pas par le bassin d'infiltration devraient respecter en outre les valeurs suivantes en concentration ou en rendement, ce qui nécessiterait un traitement complémentaire.

7 – La température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30°C

8 – Le pH des effluents rejetés sera compris entre 6 et 8,5

9 – L'effluent ne devra pas contenir de substance capable d'entraîner la destruction du poisson.

10 – La couleur de l'effluent rejeté ne doit pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

11 – L'effluent ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

12 – Dans le cadre de la lutte contre les moustiques, le pétitionnaire doit mettre en œuvre toutes les dispositions pour éviter la prolifération de ces vecteurs

– Une pente suffisante doit être respectée pour assurer le libre écoulement des eaux

– Toute mesure doit être prise pour éviter la stagnation de l'eau.

Les abords du points de rejet doivent être régulièrement entretenus

13 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de décret n°2006-1099 du 31 aout 2006 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage modifiant le code de la santé publique sont applicables à l'installation.

Les valeurs limites de l'émergence au droit des tiers sont de 5 dB(A) en période diurne et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22h à 7h), valeur auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB(a) en fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier.

## Article 4 – Prescriptions relatives aux sous produits

### 4-1 Destination des boues produites

Les boues produites sont évacuées vers un centre de compostage ou à défaut un centre d'enfouissement technique agréé. La quantité de boue produite est évaluée à 67 tonnes de MS. La siccité minimum des boues sera de 12%.

Fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites.

	Nombre minimum de mesures
Quantité de matières sèches de boues produites	12
Mesures de siccité	12

### 4-2 Produits de dégrillage.

Les produits de dégrillage seront compactés et ensachés. Ces produits sont stockés avant leur élimination dans des conditions ne générant pas de risque de pollution.

## Article 5 – Auto-surveillance des ouvrages de traitement

Le déclarant ou son délégataire mettra en place une auto surveillance des ouvrages de traitement telle que prévue par l'arrêté de 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

Les installations de mesure de débit et de prélèvement devront permettre à l'exploitant et au service chargé de la police de l'eau de vérifier le fonctionnement et de leur efficacité.

Il devra être installé un dispositif de comptage de débit en aval de la station d'épuration et un regard permettant le prélèvement automatique des eaux à l'amont et à l'aval de la station.

Ces dispositifs sont soumis à l'avis préalable du service chargé de la police de l'eau.

Le programme d'auto-surveillance du système de traitement est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous.

	Nombre d'échantillons par an		
	Effluents bruts	Effluents Epurés	Nb max d'échantillons non conformes
Volume journalier	365	365	
<b>Paramètres Physico-Chimiques</b>			
DBO5	12	12	1
DCO	12	12	1
MES	12	12	1
NGL	4	4	1
Ptot	4	4	1

Ces paramètres devront respecter cependant les seuils suivants pour les échantillons en dépassement, sauf pendant les périodes d'entretien et de réparation visées dans les articles 12 et 13 du présent arrêté :

Paramètres	Concentration maximale en mg/l
DBO5	50
DCO	250
MES	85

Les résultats seront transmis chaque mois au service chargé de la police de l'eau dans les formes prévues par l'article 17-V de l'arrêté de 22 juin 2007.

Le rapport prévu à l'article 17-VII de l'arrêté précité sera transmis chaque année au service chargé de la police de l'eau au plus-tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante.

## Article 6 - Surveillance des ouvrages de collecte

L'exploitant réalise la surveillance des ouvrages de collecte conformément à l'article 3 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

L'exploitant évaluera la quantité de sous produits de curage et de décantation du réseau (matière sèche).

Les trop-pleins des postes de refoulement feront l'objet d'une surveillance permettant d'estimer les périodes de déversement et les quantités déversées. Les déversoirs collectant un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO5 par jour devront faire l'objet d'un dossier de déclaration

Ces informations seront transmises annuellement au service chargé de la police de l'eau.

## Article 7 - Surveillance du milieu récepteur

Le suivi milieu sera divisé en 2 parties :

- Un suivi physico-chimique tous les deux ans, par temps sec, de type ponctuel.
- Un suivi biologique (diatomée) une fois tous les deux ans par temps sec. Le premier sera réalisé lors de la mise en service de la station.

### 7-1. Suivi Physico-chimique

Le suivi physico-chimique se déroulera au lendemain d'un bilan d'auto-surveillance (entrée/sortie) de la STEP. C'est-à-dire une fois le bilan 24h terminé.

Il y aura 3 points de prélèvement dans la rivière des Coulisses :

- Un point « Amont »
- Un point aval proche dit « Aval1 »
- Un point aval éloigné dit « Aval2 »

Les paramètres à analyser sont les suivants : pH, température, Oxygène dissous, DBO5, DCO, MES, Pt, PO4<sup>3-</sup>, NH4<sup>+</sup>, Nkj, NO3<sup>-</sup>, NO2<sup>-</sup>.

Les coordonnées GPS des points de prélèvement sont exprimées en WGS 84 – degrés décimaux

-	-Amont	-Aval1	-Aval2
-X	-60,94283	-60,94258	-60,94341
-Y	-14,55635	-14,55525	-14,55340

### 7-2. Suivi biologique

Le suivi biologique consistera en un prélèvement des diatomées sur deux points uniquement :

- Le point « Amont » (voir paragraphe précédent) ;

– Le point « Aval2 » (voir paragraphe précédent).

Il aura lieu une année sur deux, le même jour que le suivi physico-chimique, à la fin d'un bilan 24h entrée/sortie de la STEP (toujours en condition type carême).

### 7-3. Rendus

Lors de chaque suivi, une fiche « terrain » descriptive sera réalisée indiquant les conditions au jour du prélèvement (météo, situation hydrologique du cours d'eau, couleur de l'eau, heure de prélèvement, etc.).

Les résultats devront être transmis dès réception de ceux-ci au service Police de l'Eau.

## **Article 8 – Fiabilisation**

Dans un délai de six mois après la mise en service, le maître d'ouvrage fournira le manuel d'auto-surveillance de la station contenant une analyse des risques de défaillance de la station et du système de collecte, de leurs effets et des mesures qui sont prises pour remédier aux pannes éventuelles.

## **Article 9 – Récolement**

Le maître d'ouvrage fournira:

- un plan de récolement des ouvrages de traitement et du dispositif de rejet ainsi que les descriptifs techniques correspondant avec la localisation des points comptages et de prélèvements techniques et réglementaires;

- une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte, avec localisation des points de déversement des déversoirs d'orage et des trop-pleins.

## **Article 10 - Contrôle**

Des contrôles inopinés seront effectués par le service chargé de la police de l'eau dans les conditions fixées par l'article 23 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprenant des prélèvements et analyses aux frais du maître d'ouvrage.

## **Article 11 – Flux rejetés lors d'évènement exceptionnels**

Lors de ces évènements, l'exploitant doit estimer le flux de matières polluantes rejetées et évaluer son impact sur le milieu récepteur.

Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, l'azote ammoniacal aux points de rejet et l'oxygène dissous dans le milieu récepteur.

Cette évaluation sera transmise au service chargé de la police de l'eau et au service chargé de l'hygiène du milieu.

## **Article 12 – By-Pass**

La conception de la station d'épuration devra permettre la réalisation des travaux de gros entretien en période creuse sans arrêter totalement le fonctionnement de la station d'épuration.

Des by-pass seront prévus notamment après les prétraitements.

## **Article 13 – Accès**

L'accès à la station d'épuration devra être maintenu en bon état et permettre le passage des engins nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la réparation de la station.

## **Article 14 - Site de la station**

Le site de la station doit être maintenu en permanence en état de propreté.

L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture et un portail fermé à clé.

### **Article 15 – Conditions d'exploitation et de travail**

Toutes les mesures de précaution et de protection des travailleurs devront être prises lors de la conception et de l'exploitation des ouvrages par respect des normes françaises et européennes dans ce domaine.

### **Article 16 – Formation du personnel**

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate avec le mode de traitement de la station lui permettant de réagir à toutes les situations de fonctionnement.

### **Article 17 - Système de collecte**

Le système de collecte sera réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007, la réception conforme à l'article 7 de cet arrêté et le procès verbal de réception transmis au service chargé de la police de l'eau.

### **Article 18 - Surveillance des ouvrages de collecte**

L'exploitant réalise la surveillance des ouvrages de collecte conformément à l'article 8 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

### **Article 19 – Modification des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande auprès du préfet qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

## **Titre III : Dispositions Générales**

### **Article 20 – Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

### **Article 21 – Droits des tiers**

Les droits de tiers sont et demeurent expressément réservés.



## Article 22 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## Article 23 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement :

– par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-9 du Code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

– par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

## Article 24 - Publication et information des tiers

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la MARTINIQUE pendant une durée d'au moins 6 mois.

## Article 25 – Durée de l'acte

Le présent arrêté est périmé au bout de deux ans à partir de la date de notification, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Il est accordé pour une durée de vingt-cinq ans.

L'arrêté pourra être révoqué à la demande du service chargé de la police de l'eau, en cas de non-exécution des prescriptions du présent arrêté et en particulier pour ce qui relève des délais fixés par le présent arrêté.

L'arrêté pourra en outre être modifié pour tenir compte des bilans et suivi portés à la connaissance du préfet ou pour intégrer les évolutions réglementaires.

## Article 26 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Martinique,

Le maire de la commune du Saint-Esprit,

Le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique,

Le directeur de l'agence régionale de santé de Martinique,

Le chef du SMPE / ONEMA

Le commandant du groupement de gendarmerie de Martinique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la MARTINIQUE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

1 6 DEC. 2013

Pour le Préfet de la Martinique  
et par délégation  
Le Directeur Adjoint de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement

Jean-Louis VERNIER

ANNEXE

**LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTION GENERALE**

- Arrêté du 22 juin 2007